

Economie | Ford veut lancer une procédure de fermeture de l'usine de Blanquefort



Un comité d'entreprise extraordinaire se tenait ce jeudi 7 juin à Blanquefort en présence des dirigeants de Ford Europe sur le site de l'usine. Après avoir annoncé en mars "ne voir aucune opportunité de production au delà de 2019", le groupe a annoncé lors de cette réunion son intention d'ouvrir des négociations en prévision d'un futur plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) en vue d'une fermeture prochaine de l'usine, ce que craignaient les quelque 880 salariés de l'usine, mobilisés depuis de longs mois.

Des discussions en cours

Ce futur plan de sauvegarde des emplois (PSE) n'a pas été annoncé en détails mais Ford a fait comprendre que les indemnités pour le personnel seront importantes. Les dirigeants de Ford Europe ont également annoncé l'ouverture prochaine d'un processus d'information et de consultation concernant une éventuelle fermeture de l'usine à compter du 26 juin prochain, et s'est engagé à ne pas effectuer de départ contraint avant septembre 2019 et à maintenir les salaires jusqu'à fin 2019. On sait en revanche que le PSE devrait contenir un plan et des congés de reclassement ainsi que des actions de soutien à la création d'entreprise par les salariés. Suite à cette annonce, les réactions se sont multipliées. Au niveau national d'abord, le Ministre de l'Économie Bruno Le Maire a indiqué dans un communiqué "regrette(r) vivement cette décision. Le groupe Ford s'est en effet engagé à payer l'intégralité des salaires et à ne procéder à aucun licenciement à Blanquefort jusqu'à l'automne 2019. En outre des discussions pour céder le site à un industriel sont actuellement en cours. A ce stade, une reprise de la totalité des salariés apparait possible, et l'ouverture d'un PSE ne semble donc pas justifiée. L'Etat continuera enfin à s'assurer du sérieux des discussions de Ford avec d'éventuels repreneurs afin de vérifier la qualité des offres qui seront formulées".

Une annonce inacceptable

Du côté des élus locaux, un communiqué commun a été rédigé comprenant une réaction groupée de la Région Nouvelle-Aquitaine, du département de la Gironde, de Bordeaux Métropole et de la ville de Blanquefort. "C'est une décision incompréhensible (...), les collectivités ont accompagné les efforts de compétitivité de l'entreprise en soutenant ses plans d'investissement et de formation successifs, et en proposant des axes de diversification au

constructeur. Grâce à ce soutien, l'usine dispose d'un outil de production et de compétences répondant aux dernières exigences de l'industrie automobile. Ces atouts, reconnus par Ford, risquent de disparaître alors que Ford dispose d'un candidat qui permettrait d'assurer immédiatement la continuité du site. Cette option prise par Ford n'offre absolument aucune garantie sur la reprise future de FAI. Elle est motivée par des arguments purement financiers sans aucune prise en compte des partenaires de l'usine, parmi lesquels les collectivités et surtout les salariés. Au-delà des compétences, la situation professionnelle de plus de 800 salariés, à la moyenne d'âge de 51 ans et d'une ancienneté professionnelle moyenne à Ford de 27 ans, sera irrémédiablement impactée par cette décision", poursuivent les élus locaux en évoquant les indemnités d'ancienneté. Le maire de Bordeaux Alain Juppé, de son côté, "déploie vivement la brutalité d'une telle annonce, alors qu'il existe des pistes sérieuses permettant de préserver l'emploi. Ford doit assumer ses responsabilités et rechercher loyalement, comme la loi l'y oblige, une solution viable et pérenne. Le groupe devra ainsi garantir aux industriels intéressés par la reprise du site un volume de commandes suffisant et sur la durée, afin d'assurer dans les meilleures conditions la transition. Les représentants des salariés ont depuis plusieurs mois proposé des pistes de fabrications, notamment pour équiper l'Ecosport".

Prochaines échéances

Pour Philippe Poutou, leader syndical et employé de l'usine ayant réagi sur Twitter, "Ford manœuvre par étape depuis longtemps. L'Etat, le gouvernement, complices ou indifférents ont une grande part de responsabilité. Pas simple pour nous mais il faut réagir". Véronique Ferreira, maire de Blanquefort et depuis longtemps associée à la lutte des salariés pour la sauvegarde de l'usine, le constat est aussi plutôt amer : "Ford annonce un PSE tout en disant se préoccuper d'un repreneur. Ou comment prendre le problème à l'envers en espérant que la supercherie ne sera pas visible tout de suite". Le député LREM Benoît Simian, plus pragmatique, regrette une "initiative trop prématurée : à partir du moment où Ford ne respecte pas ses engagements malgré la pression de l'Etat et des collectivités locales, ne vaut-il pas mieux un plan social bien bâti qu'une reprise douteuse? ". Du côté des syndicats, la CGT a poussé les salariés à débrayer ce matin à 10h. Plusieurs syndicats avaient déjà appelé à une manifestation à Cologne, devant le siège européen de Ford, le 20 juin prochain. Avant cette date, le prochain comité de suivi qui réunira l'ensemble des responsables concernés à la préfecture de Gironde le mercredi 13 juin prochain risque d'être mouvementé...



Romain Béteille

Crédit Photo : RB

Publié sur aqui.fr le 07/06/2018

[Url de cet article](#)